

britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION

J.-A. HUDON, } **A**TTENDU que, par la
Assistant-Procureur- } section 11 de la
Général-Suppléant. } Loi modifiant la
Loi des tribunaux judiciaires relativement aux
juges de paix (20 Georges V, chapitre 68), il est
décrété que la dite loi entrera en vigueur à la
date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil
de fixer par proclamation;

ATTENDU que, par la section 3 de la Loi modifiant, la Loi des statistiques judiciaires (20 Georges V, chapitre 72), il est décrété que la dite loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU que, par la section 2 de la Loi pour remplacer la Loi du paiement des pénalités (20 Georges V, chapitre 73), il est décrété que ladite loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer la mise en vigueur de ces diverses lois à compter du premier jour de septembre prochain et de décréter l'émission d'une proclamation à cet effet:

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 18 juillet 1930, Nous décrétons par les présentes que la Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement aux juges de paix (20 Georges V, chapitre 68), la Loi modifiant la Loi des statistiques judiciaires (20 Georges V, chapitre 72), et que la Loi pour remplacer la Loi du paiement des pénalités (20 Georges V, chapitre 73), soient mises en vigueur à compter du premier jour de septembre 1930.

DE TOUT CE QUE DESSUS tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. **TEMOIN:** Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable HENRY GEORGE CARROLL, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce VINGT-QUATRIÈME jour de JUILLET, en l'année mil neuf cent trente de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
4097 ALEXANDRE DESMEULES.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

H.-G. CARROLL.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

J. A. HUDON, } **W**HEREAS by section
Acting Deputy } tion 11 of the Act
Attorney General. } to amend the Courts of
Justice Act respecting justices of the peace (20 George V, chapter 68), it is enacted that the said Act shall come into force on the date which it may please the Lieutenant-Governor in Council to fix by proclamation;

WHEREAS by section 3 of the Act to amend the Judicial Statistics Act (20 George V, chapter 72), it is enacted that the said Act shall come into force on the date which it shall please the Lieutenant-Governor in Council to fix by proclamation;

WHEREAS by section 2 of the Act to replace the Penalty Payment Act (20 George V, chapter 73), it is enacted that the said Act shall come into force on the date which it shall please the Lieutenant-Governor in Council to fix by proclamation;

WHEREAS it is expedient to fix the putting into force of such various acts from and after the first day of September next and to decree the issue of a proclamation to such effect:

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order dated the 18th of July, 1930, we hereby enact that the Act to amend the Courts of Justice Act respecting justices of the peace (20 George V, chapter 68), the Act to amend the Judicial Statistics Act (20 George V, chapter 72), and that the Act to replace the Penalty Payment Act (20 George V, chapter 73), shall come into force from and after the first day of September, 1930.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. **WITNESS:** Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HENRY GEORGE CARROLL, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, in Our said Province, this TWENTY FOURTH day of JULY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty and in the twenty first year of Our Reign.

By Command,

ALEXANDRE DESMEULES,
4098 Acting Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

H. G. CARROLL.

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON,
Assistant-Procureur-
Général suppléant. } **A**TTENDU qu'une
requête Nous a été
présentée, demandant
de détacher de la municipalité de Saint-Henri-
de-Taillon, comté de Lac Saint-Jean est, le terri-
toire ci-après décrit, et de l'ériger en municipalité
distincte sous le nom de la municipalité de Sainte-
Monique, dans le même comté;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code
municipal à cet égard ont été remplies, que ledit
territoire est dans les conditions exigées par la
loi pour former une municipalité, et qu'il restera
à la municipalité de Saint-Henri-de-Taillon, après
cette érection, une population de plus de trois
cents âmes;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis
de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un
décret en date du 18 juillet 1930, et conformément
aux dispositions du Code municipal de Notre
Province de Québec, Nous déclarons par les pré-
sentes que le territoire suivant, savoir:

Ce territoire dont les bornes—en référence au
plan officiel du canton de Taillon, dans la division
d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-est, sont:
vers le sud-ouest, la ligne nord-est du lot numéro
trente-quatre (34) du sixième rang dudit canton
et, la ligne frontale de ce sixième rang, sur la lon-
gueur s'étendant depuis le lot numéro un (1)
jusqu'au lot numéro vingt-huit (28), tous deux
inclusivement; vers le nord-ouest, la rivière Péri-
bonca, en en remontant son cours par le côté de sa
rive gauche depuis le susdit lot 34 du 6e rang jus-
qu'à la séparation des îles comprises dans le can-
ton de Dalmas de celles afférentes audit canton
de Taillon; vers le nord-est, la ligne séparant—
par dessus la rivière Péribonca—les îles attribua-
bles au canton de Taillon de celles allant au
canton de Jogues, en conformité de la proclama-
tion érigeant ce dernier canton, le 30 décembre
1916; vers le sud-est, la grand ligne intercantonale
séparant Taillon de Garnier et de l'Île, sur autant
de la longueur que déterminée par les bornes pré-
cédentes,—est détaché de la municipalité de
Saint-Henri-de-Taillon et érigé en une municipa-
lité distincte sous le nom de "La municipalité
de Sainte-Monique", dans le comté municipal
de Lac-Saint-Jean-Est, à compter de la date de
publication de la présente proclamation dans la
Gazette officielle de Québec.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets
et tous autres que les présentes peuvent concer-
ner sont requis de prendre connaissance et de se
conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre
Nos présentes lettres patentes et sur
icelles fait apposer le grand sceau de
Notre province de Québec. TÉMOIN :
Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable
HENRY-GEORGE CARROLL,
lieutenant-gouverneur de Notre pro-
vince de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité
de QUÉBEC, de Notre Province de
QUÉBEC, ce VINGT-CINQUIÈME
jour de JUILLET, en l'année mil neuf
cent trente de l'ère chrétienne et de
Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
4099 ALEXANDRE DESMEULES.

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON,
Acting-Deputy-
Attorney-General. } **W**HEREAS Applica-
tion has been made
to Us, to detach from
the municipality of Saint Henri de Taillon,
county of Lake Saint John east, the territory
hereinafter described, and to erect the same into
a separate municipality, under the name of
the Municipality of Sainte Monique, in the same
county;

WHEREAS all the provisions of the Municipal
Code on that behalf have been observed, that the
said territory is within the conditions required
by law to form a Municipality, and that there
shall remain in the Municipality of Saint Henri
de Taillon, after such erection, a population of
over three hundred souls;

THEREFORE, with the consent and advice
of Our Executive Council, expressed in an Order
dated the 18th of July, 1930, and in accordance
with the provisions of the Municipal Code of
Our Province of Quebec, We hereby declare that
the following territory, to wit:

The territory whose boundaries, according to
the official plan for the township of Taillon, in the
registration division of Lake Saint John east, are:
on the southwest, the northeast line of lot number
thirty four (34) in the sixth range of the said
township and, the front line of the said sixth range
for the length extending from lot number one (1)
up to lot number twenty eight (28) both inclu-
sively; on the northwest the Peribonca river,
ascending its course by the side of its left shore
from the aforesaid lot 34 in the 6th range as far
as the division of the islands comprised in the
township of Dalmas from those forming part of
the said township of Taillon; on the northeast,
the line dividing—over the Peribonca river—the
islands attributable to the township of Taillon
from those going to the township of Jogues, in
conformity with the proclamation erecting the
latter township, the 30th of December, 1916; on
the southeast the intertownship main line divid-
ing Taillon from Garnier and from the Island, for
such length as determined by the preceding
boundaries, shall be detached from the municipa-
lity of Saint Henri de Taillon and erected into
a separate municipality under the name of the
Municipality of Sainte Monique, in the municipal
county of Lake Saint John east, from and after
the date of the publication of the present procla-
mation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all
others whom these presents may concern, are
hereby required to take notice and to govern
themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused
these Our Letters to be made Patent
and the Great Seal of the Province of
Quebec, to be hereunto affixed. WIT-
NESS: Our Right Trusty and Well
Beloved the Honourable HENRY
GEORGE CARROLL, Lieutenant-
Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of
QUÉBEC, in Our said Province, this
TWENTY FIFTH day of JULY, in
the year of Our Lord one thousand nine
hundred and thirty and in the twenty
first year of Our Reign.

By command,

ALEXANDRE DESMEULES,
4100 Acting Assistant Provincial Secretary.